

Cette loi est seulement une des nombreuses lois qui ont été modifiées. Je crois, d'ailleurs qu'il était temps de la modifier. Lequel de ces services veut-il qu'on abolisse? Je dirai, en passant, que je proposerais, cette année, une légère modification à la loi des produits alimentaires pour les animaux parce que, l'année dernière, notre désir de plaire à mon honorable ami nous a menés trop loin. J'espère, toutefois, qu'il me tiendra compte d'avoir travaillé à combler ses vœux. Il était du même avis que moi, mais le ministère de la Justice a jugé que nous étions allés plus loin qu'il ne le voulait probablement ou que je ne le voulais moi-même. C'est d'ailleurs le seul projet de loi que je me propose de présenter pour le moment. On trouve que le public est déjà surchargé de règlements et de législation restrictive, mais il ne faut pas oublier qu'en pareilles matières nous n'avons pas tout à fait nos coudees franches. Nous sommes en concurrence avec le reste de l'univers sur un marché commun, en Angleterre; quand d'autres nations y offrent leurs marchandises sous certaines formes qui sont de nature à tenter le public, nous devons en faire autant si nous voulons que nos propres marchandises soient acceptées. Pour ce qui est du classement des œufs, nous avons au moins la consolation de savoir que nos œufs entreposés sont jugés les meilleurs de cette classe en Angleterre. Je sais bien que toutes ces restrictions sont contrariantes au début et qu'on les tourne en ridicule. Je serais disposé moi-même à en rire si, comme mon honorable ami, je siégeais dans les rangs de l'opposition—car il arrive parfois de si étranges choses; je pourrais, comme lui, m'occuper à plaisanter au sujet des insectes ou de toute autre question. En tous cas, je connais cette façon d'agir, elle n'a rien de dangereux. En fin de compte, les cultivateurs du Canada et des autres pays se trouveraient dans une situation beaucoup moins satisfaisante s'il n'existait pas de restrictions pour enrayer la propagation des maladies cryptogamiques ou causées par les insectes. Abstraction faite de ces quelques points, je n'ai pas à critiquer les observations de mon honorable ami. S'il est certaines questions que j'aie failli d'élucider, c'est que je les ai perdues de vue en travaillant à rectifier les aperçus de l'honorable député. Les autres sujets dont il y aurait lieu de parler, le règlement ne nous permettrait pas de les traiter maintenant; que mon honorable ami veuille bien prendre patience, nous y arriverons bientôt.

M. SUTHERLAND: Je désire complimenter l'honorable ministre avant qu'il ait fini de traiter ce sujet.

L'hon. M. LAPOINTE: Le complimenter, dites-vous?

M. SUTHERLAND: Oui, certes. J'ai critiqué certaines de ses actions et il a pensé que j'aurais plutôt dû les approuver. Je lui reconnaitrai tout le mérite qui lui revient lorsque nous aborderons la discussion de l'article dont il s'agit et qui est tout différent de celui-ci. L'adulteration des issues de mouture ne saurait être confondue avec les règlements dont j'ai parlé.

L'hon. M. MOTHERWELL: C'est bien vrai, mais elle indique cependant une restriction, et c'est ce dont le public ne veut pas.

M. SUTHERLAND: Elle n'est pas purement restrictive, puisqu'on a garanti la pureté du produit.

L'hon. M. MOTHERWELL: En effet, mais c'est un règlement restrictif.

M. SUTHERLAND: En plusieurs circonstances, j'ai rendu témoignage à l'œuvre du ministre, mais je voulais simplement lui faire observer que l'adulteration des issues de mouture est une tout autre chose.

L'hon. M. MOTHERWELL: Je vous remercie.

M. SINCLAIR (Queen) I. P.-E.): Je ferai une observation au sujet des inspecteurs dont ont parlé cet après-midi mon honorable ami (M. Sutherland) et quelques autres députés. Je crois que l'argent dépensé pour les inspections sous la direction du ministère de l'Agriculture constitue l'une des plus utiles dépenses des fonds publics en ce pays. Nous avons, principalement dans l'Est, un excellent service relativement à la production des pommes de terre destinées aux semences. L'inspection permet de certifier nos récoltes que nous avons pu vendre aux Etats-Unis où nous sommes créés une clientèle en exportant nos pommes de terre qui ont été mises à l'essai par les stations agronomiques du pays voisin. A l'heure actuelle, c'est là la seule perspective brillante pour l'agriculture dans les Provinces maritimes, abstraction faite de l'industrie laitière. Et lorsque des députés nous conseillent d'économiser en supprimant l'inspection des pommes de terre, ils proposent une chose absolument préjudiciable aux intérêts du pays.

J'ai été réconforté en entendant le député d'Oxford-Sud déclarer que certains inspecteurs n'ont pas la compétence voulue, car son collègue (M. Hanson) soutenait il y a quelques instants qu'on exigeait trop d'eux et qu'on devrait se contenter de moins. Je ne puis pas aborder dans le sens du représentant d'York-et-Sunbury, parce que je suis d'avis qu'il est d'une extrême importance de maintenir nos exigences à l'égard de ces inspec-